



Commune de
Sennecey-lès-Dijon

CONSEIL MUNICIPAL LISTE DES DELIBERATIONS

Séance du 17 septembre 2024 à 19 heures 00 minutes

Mairie – salle du Conseil

Le Conseil municipal s'est réuni le 17/09/2024 dans le lieu habituel de ses séances et a examiné les délibérations suivantes :

N° d'ordre	N° interne de l'acte	Objet	Décision
01	DL2024-040	Nomination du secrétaire de séance	
02	DL2024-041	Arrêt du procès-verbal de la réunion du Conseil municipal du 11 juin 2024	Adoptée
03	DL2024-042	Information du Conseil municipal conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations confiées au Maire	
04	DL2024-043	Ressources humaines : régime indemnitaire, possibilité d'attribution aux contractuels de droit public	Adoptée
05	DL2024-044	Organisation du service Enfance – Jeunesse – Sports et Vie associative – Service périscolaire	Adoptée
06	DL2024-045	Modification du montant des indemnités d'un adjoint	Adoptée
07	DL2024-046	Remboursement de frais électriques liés au chantier de rénovation de la mairie à l'entreprise R CONSTRUCTION	Adoptée
08	DL2024-047	Autorisation pour encaisser un don de l'association des amis de l'Eglise Saint Maurice	Adoptée
09	DL2024-048	Budget principal : admission en non-valeur	Adoptée
10	DL2024-049	Comité Jardinot de Sennecey – Renouvellement de la convention de partenariat	Adoptée
11	DL2024-050	Dijon Métropole – Rapport annuel d'activités 2023 : Service public d'élimination des déchets	Adoptée

Les délibérations peuvent être consultées sur le site internet de la commune ainsi qu'au secrétariat de Mairie aux jours et heures d'ouverture au public.

Liste affichée le : 27/09/2024

Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-040

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation

12/09/2024

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-040

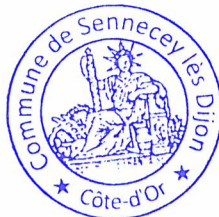
Objet : Nomination d'un secrétaire de séance

Rapporteur : Philippe BELLEVILLE, Maire

En application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal nomme Monsieur Christophe CHEVRIAU pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-041

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Date de convocation

12/09/2024

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice,
Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-041

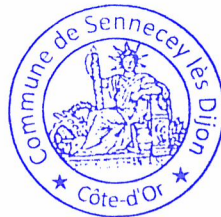
Objet : Arrêt du procès verbal de la réunion du Conseil municipal du 11 juin 2024

Rapporteur : Philippe BELLEVILLE, Maire

Le projet de procès-verbal de la réunion du 11 Juin 2024 a été adressé à chaque conseiller municipal. Il est soumis à l'adoption du Conseil. Après en avoir débattu, le Conseil municipal, adopte le procès-verbal de la réunion du 11 Juin 2024.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-043

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation

12/09/2024

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-043

Objet : Ressources humaines : régime indemnitaire, possibilité d'attribution aux contractuels de droit public

Rapporteur : Christophe CHEVRIAU, Adjoint délégué aux ressources humaines, à l'urbanisme, au patrimoine et à l'environnement

Monsieur Christophe CHEVRIAU, Adjoint délégué aux ressources humaines, à l'urbanisme, au patrimoine et à l'environnement, rappelle les délibérations N° 2017-004 du 17 Février 2017 et N° 2021-056 du 7 Décembre 2021 portant création et modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) tenant compte du niveau d'expertise et de responsabilité du poste occupé mais également de l'expérience professionnelle (part fixe, indemnité principale fixe du dispositif) ;
- d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) (part variable, indemnité facultative à titre individuel).

Il propose de pouvoir inclure, dans les bénéficiaires du régime indemnitaire déjà instauré par la collectivité, les contractuels de droit public occupant des emplois similaires à ceux des fonctionnaires territoriaux déjà concernés. Les agents de droit privé (contrats aidés, apprentis) ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

L'instauration de ce régime indemnitaire au profit des agents contractuels de droit public participe à l'attractivité de la collectivité et au fait de pouvoir "fidéliser", in fine, les agents recrutés.

L'attribution d'un régime indemnitaire serait toutefois conditionnée à une certaine ancienneté au sein de la collectivité (contrat d'au minimum 3 mois).

L'attribution de l'indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE), et du complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir seront en lien, comme pour les agents stagiaires et titulaires, avec le cadre d'emploi et le groupe de fonctions auxquels se rapporte le recrutement du contractuel. Les agents contractuels de droit public bénéficieront :

- d'un montant similaire d'IFSE à celui des agents fonctionnaires exerçant les mêmes fonctions ou des fonctions équivalentes ;

- du montant de CIA sur la seule application des critères fixés dans la délibération pour tous les agents de la collectivité.

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L 712-1, et L 714-1 et suivants ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'état ;

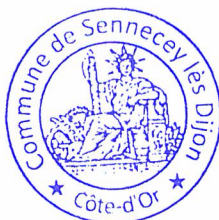
Vu la circulaire DGCL/DGFP du 3 avril 2017 ; Vu l'avis favorable du Comité social Territorial du 25 juin 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- **décide de faire bénéficier du RIFSEEP, à compter du mois de septembre 2024, les contractuels de droit public, selon les conditions fixées par les délibérations précédemment citées, dans le cadre du régime indemnitaire.**

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-044

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation

12/09/2024

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Étaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Étai(ent) absent(s) :

Étai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-044

Objet : Organisation du service Enfance - Jeunesse - Sports et Vie associative - Service périscolaire

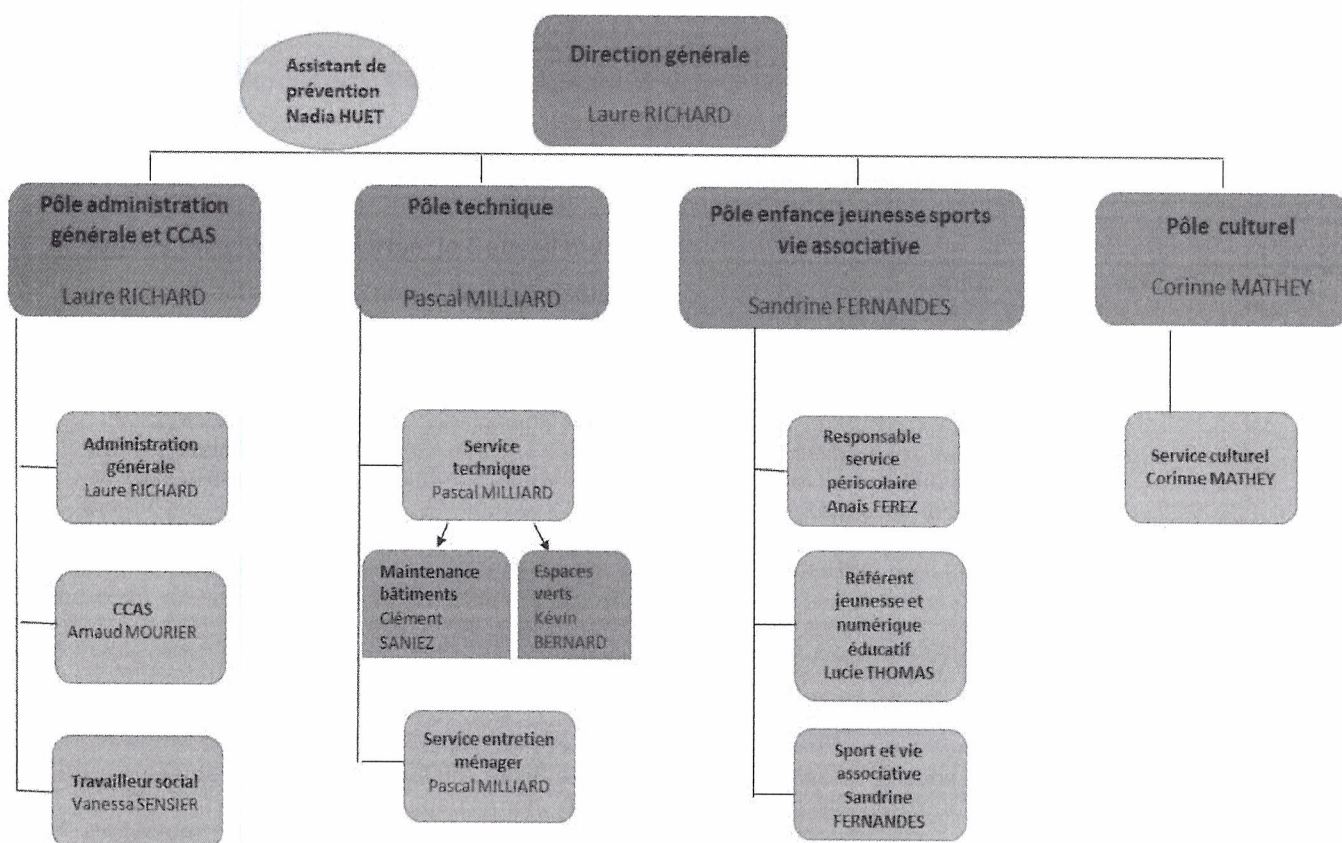
Rapporteur : Caroline EVE-VERAN, Adjointe déléguée à l'enfance, la jeunesse et la citoyenneté

Madame Caroline EVE-VERAN, Adjointe déléguée à l'enfance, la jeunesse et la citoyenneté, rappelle la réorganisation du Pôle Enfance - Jeunesse - Sports et Vie Associative, à compter du 1^{er} septembre 2022.

- la nomination de Mme Sandrine FERNANDES au poste de responsable du Pôle Enfance - Jeunesse - Sports et Vie Associative ;
- la nomination de Mme Anaïs FERREZ au poste de référent Enfance avec pour mission la gestion des temps périscolaires et la direction du centre de loisirs du mercredi et des vacances scolaires ;
- la nomination de Mme Lucie THOMAS au poste de référent Jeunesse et Numérique Educatif avec pour mission de s'inscrire dans le nouveau dispositif Jeunesse proposé par la CAF de Côte d'Or, la promotion du dispositif promeneur du net et la direction du centre de loisirs durant les vacances scolaires.

Il est proposé, à compter du 1^{er} septembre 2024, de nommer Madame Anaïs FERREZ Responsable de l'accueil périscolaire, cet agent ayant obtenu, en 2023, le diplôme BPJEPS LTP (brevet professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et du Sport / Loisirs tous publics). Le BPJEPS LTP permet de concevoir et mettre en œuvre des projets d'animation auprès d'un public varié et de diriger un accueil collectif de mineurs.

L'organigramme des services, à compter du 1er septembre 2024 peut être synthétisé comme suit :

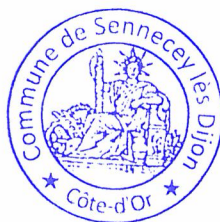


Après en avoir été informé, le Conseil municipal :

- prend acte de cette nouvelle organisation.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-045

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 18

Date de convocation

12/09/2024

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIÉ Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIÉ Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-045

Objet : Modification du montant des indemnités d'un adjoint

Rapporteur : Philippe BELLEVILLE, Maire

En application de l'article L. 2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Monsieur le Maire rappelle la délibération du 27 Mai 2020 portant fixation du montant des indemnités de fonction des élus suite au renouvellement général des membres de l'organe délibérant tel qu'il est issu du scrutin du 15 mars 2020.

Le Conseil municipal a la possibilité d'accorder des indemnités de fonction d'un montant différent à des élus remplissant les mêmes fonctions, à condition que ces différences ne soient pas fondées sur des motifs étrangers à l'importance des fonctions effectivement exercées.

Un adjoint peut également dépasser le plafond prévu à l'article L 2123-24 du CGCT à la seule condition que l'enveloppe constituée des indemnités de fonction du maire et des adjoints ne soit pas dépassée.

Au regard de ce qui précède, il est proposé d'allouer des indemnités conformément au tableau joint en annexe et selon les termes suivants :

Indemnité du premier adjoint : il est proposé de revaloriser le taux (actuellement de 16 %) à 25 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, au vu de la charge de travail et des responsabilités qui incombent à l'élu concerné (suivi des dossiers de travaux, des marchés publics, suivi ZAC des Fontaines et SPLAAD) ; le taux pour les autres adjoints reste similaire à celui voté par délibération du 27 mai 2020.

Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du Conseil municipal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique ;

Vu la circulaire INTB9200118C du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints au maire, des conseillers municipaux et, le cas échéant, du maire, à sa demande, et des conseillers municipaux délégués pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi ;

Considérant que la commune compte 2 100 habitants ;

Considérant que pour une commune de 2 100 habitants, le taux maximal de l'indemnité de fonction d'un adjoint est fixé à 19.8 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

Considérant que l'indemnité allouée à un adjoint peut dépasser le taux maximum, sans excéder l'indemnité maximale susceptible d'être allouée au maire ;

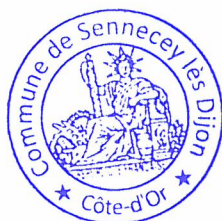

Considérant l'obligation de respecter l'enveloppe indemnitaire globale composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints en exercice.

Sur l'exposé qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil municipal :


- **approuve, sous réserve du respect des limitations précitées relatives à l'enveloppe indemnitaire globale et aux cumuls individuels de mandats/fonctions, la revalorisation de l'indemnité de fonction allouée au premier adjoint au Maire. Le montant exprimé en pourcentage de l'indice de référence suivra l'évolution de la valeur du point d'indice de la fonction publique.**
- **décide que les dépenses afférentes seront imputées sur les crédits inscrits aux différents chapitres du budget.**
- **décide que ces dispositions entrent en vigueur à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.**

VOTE : Adoptée à l'unanimité (étant concerné par cette modification du montant des indemnités, Monsieur Christophe CHEVRIAU, 1er adjoint au Maire, ne prend pas part au vote).

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Tableau récapitulatif des indemnités

(article L 2123-20-1 du CGCT)

Population totale au dernier recensement : 2 100 habitants

Calcul de l'enveloppe : indemnités maximales susceptibles d'être versées au maire et adjoints

Maire : 51.6 % de l'IB 1027, soit 51.6 % de 4 110.52 euros = 2 121.03 euros

1 adjoint : 1 x (19.8 % de l'IB 1027) soit 19.8 % de 4 110.52 euros = 813.88 euros

Soit au global 2 121.03 + (5 adjoints x 813.88 euros) = 2 121.03 € + 4 069.40 € = **6 190.43 euros** maximum.

Elus bénéficiaires	Montant de l'indemnité en % de l'indice brut 1027	Montant mensuel brut de l'indemnité
Maire	38,00 %	1 562.00 €
Premier adjoint	25,00 %	1 027.63 €
Autres adjoints	16,00 %	657.68 €
Conseillers municipaux délégués	3,50 %	143.87 €



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-046

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation

12/09/2024

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-046

Objet : Remboursement de frais électriques liés au chantier de rénovation de la mairie à l'entreprise R CONSTRUCTION

Rapporteur : Christophe CHEVRIAU, Adjoint au Maire délégué aux ressources humaines, à l'urbanisme, au patrimoine et à l'environnement

Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport de Monsieur Christophe CHEVRIAU, Adjoint au Maire délégué aux ressources humaines, à l'urbanisme, au patrimoine et à l'environnement ;

Considérant que dans le cadre des travaux de rénovation et d'extension de la mairie, l'entreprise en charge du gros œuvre, R CONSTRUCTION, a pris en charge l'ensemble des frais électriques, le compteur de la mairie ayant été déposé et un compteur de chantier provisoire alimentant à la fois le chantier et la mairie (électricité et chauffage par l'intermédiaire de convecteurs électriques) pendant la durée des travaux ;

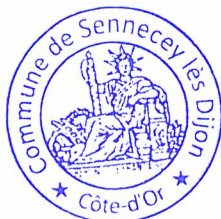
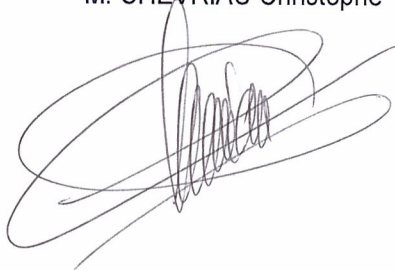
Il est proposé que la mairie rembourse à l'entreprise R CONSTRUCTION 21 000 DIJON, sur le fondement d'une facture établie et des justificatifs des factures d'électricité prises en charge sur la période de facturation de juin 2023 à avril 2024, les consommations d'électricité concernées (au prorata de 60 % des factures prises en charge par l'entreprise).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve les modalités de remboursement des consommations électriques décrites précédemment ;
- autorise Monsieur le Maire à mandater la somme correspondante, au profit de l'entreprise RCONSTRUCTION.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-047

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation
12/09/2024

Date d'affichage
12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-047

Objet : Autorisation pour encaisser un don de l'association des amis de l'Eglise Saint Maurice

Rapporteur : Philippe BELLEVILLE, Maire

Monsieur le Maire explique que l'association des Amis de l'église Saint Maurice a souhaité participer financièrement à la dépense liée à la mise en valeur des façades de l'église Saint Maurice et de la mairie rénovées (éclairage nocturne), ce qui contribue à embellir le patrimoine communal.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'offre de don présentée par l'association des amis de l'église Saint Maurice,

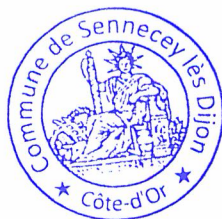
Considérant que le don proposé consiste en un versement d'une somme de 2 000 €,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- accepte le don offert par l'association des Amis de l'église Saint Maurice.
- exprime sa gratitude à l'association pour sa générosité envers la commune.
- mandate son Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-048

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation
12/09/2024

Date d'affichage
12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme **secrétaire de séance** : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-048

Objet : Budget principal : admission en non-valeur

Rapporteur : Alain SERVY, Adjoint délégué aux finances, à la communication et l'évènementiel

Monsieur Alain SERVY, Adjoint délégué aux finances, à la communication et à l'évènementiel, informe le Conseil municipal que, chaque année, certaines créances demeurent irrécouvrables, même après plusieurs procédures de recouvrement.

Parmi ces créances irrécouvrables, on distingue deux types :

- **Les admissions en non-valeur** : créance non recouvrable au regard des critères fixés par l'article R.276-2 du livre des procédures fiscales.
Cette définition, commune à l'ensemble des créances publiques, vise les créances pour lesquelles :
 - les diligences s'avèrent impossibles ou vaines,
 - ou dont les perspectives de recouvrement ne sont pas estimées suffisantes pour justifier la poursuite des diligences.

Il est à préciser que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.

- **Les créances éteintes** : lorsqu'une décision juridique extérieure définitive prononce son caractère irrécouvrable. Celle-ci s'impose à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public. Les créances éteintes correspondent aux situations de "surendettement-effacement des dettes " et "liquidation judiciaire avec clôture pour insuffisance d'actif".

Dans ce cadre, le comptable a sollicité la commune pour :

- l'admission en **créances éteintes** d'une créance d'un montant total de 360.20 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'admettre en créances éteintes pour le montant suivant :

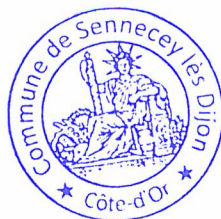
Budget	Compte	Montant	Références SGC Dijon Métropole
Budget principal	6542 - Créances éteintes	360.20 €	Demande du 5/09/2024

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- décide d'admettre en créances éteintes la recette énumérée ci-dessus pour un montant total de **360.20 €** ;
- dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 ;
- mandate son Maire pour effectuer toutes les démarches et prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-049

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation

12/09/2024

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Etaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Etai(ent) absent(s) :

Etai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-049

Objet : Comité Jardinot de Sennecey - Renouvellement de la convention de partenariat

Rapporteur : Christophe CHEVRIAU, Adjoint au Maire délégué aux ressources humaines, à l'urbanisme, au patrimoine et à l'environnement

Monsieur Christophe CHEVRIAU, Adjoint au Maire délégué aux ressources humaines, à l'urbanisme, au patrimoine et à l'environnement, rappelle au Conseil municipal que, dans le cadre de ses orientations d'amélioration de son cadre de vie et de développement durable, la commune de Sennecey-lès-Dijon a aménagé un parc public paysager sur le site du bassin de rétention dit n°7.

En créant cet espace de biodiversité et de détente, la commune compte ainsi répondre à la demande des habitants en créant un parcours communal de déplacements doux, agrémentés d'espaces naturels de détente.

Dans ce cadre, la commune a installé sur ce site, en 2015, un rucher pédagogique contribuant ainsi à l'implantation d'une espèce en danger et reconnue comme indicateur de la biodiversité. Pour cela, la commune s'est rapprochée de l'association « Jardinot – Comité de Sennecey-lès-Dijon » afin de mettre en oeuvre et de suivre ce projet et a formalisé ce partenariat par l'intermédiaire d'une convention, renouvelée en 2021, et qui est arrivée à échéance en juin 2024.

Afin de permettre la poursuite de ce partenariat pour le suivi et la gestion du rucher sur le territoire communal, il est aujourd'hui proposé de renouveler la convention dont le projet est annexé à la présente délibération.

Les principales dispositions de cette nouvelle convention peuvent être synthétisées comme suit :

- **Objet et durée de la convention** : La convention fixe les conditions techniques, administratives et financières du partenariat envisagé. Elle serait conclue pour une durée de 3 ans avec possibilité de reconduction formalisée par avenant.
- **Gestion et entretien du rucher** : Moyennant participation financière de la commune, la gestion et l'entretien du rucher est confié à l'association « Jardinot – Comité de Sennecey-lès-Dijon » qui s'engage, entre autres :
 - à former au maximum deux agents municipaux désirant s'investir dans la conduite du rucher.
 - à procéder à la mise en pots du miel produit à l'aide de pots fournis par la commune et à verser l'intégralité de la récolte à la commune.
 - à participer aux animations pédagogiques organisées par la commune auprès de divers publics.

Conditions financières :

- au titre de l'entretien du Rucher : la commune versera une subvention annuelle d'un montant de 500,00 € pour 11 ruches. Le développement du rucher sera constaté par avenant.
- au titre de l'année 2024, une subvention complémentaire exceptionnelle sera versée au vu de l'acquisition d'un nouvel extracteur (650 €) par l'association, soit un montant de 325 euros en plus.
- au titre de l'adhésion du personnel communal à l'association : la commune remboursera à l'association les cotisations annuelles des agents communaux qui lui sont affiliés.

Dispositions diverses :

L'association et les apiculteurs qu'elle représente sont autorisés à installer leurs propres ruches sur divers sites propriétés de la commune.

La commune met à la disposition de l'association un local, situé dans l'enceinte du Centre Technique Municipal (rue du Pré aux Moines) pour l'installation d'une miellerie partagée pour les besoins de la commune, de l'association et de ses membres.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve le projet de convention à conclure avec l'association "Comité Jardinot de Sennecey-lès-Dijon" ;
- autorise son Maire à signer la convention de partenariat avec l'association « Jardinot – Comité de Sennecey-lès-Dijon » et à y apporter, le cas échéant, des modifications de détails ne remettant pas en cause son économie générale ;
- mandate son Maire pour effectuer toutes les démarches et prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU-Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Accusé de réception en préfecture
021-212106058-20240917-DL2024-049-DE
Date de télétransmission : 27/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024



Mairie de
Sennecey-lès-Dijon
DL2024-050

CONSEIL MUNICIPAL EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 17/09/2024

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 15

Nombre de suffrages : 19

Date de convocation

12/09/2024

Date d'affichage

12/09/2024

Acte rendu exécutoire après
dépôt en Préfecture le :

et publication sur le site
internet de la commune le :

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BELLEVILLE Philippe.

Étaient présents :

M. BELLEVILLE Philippe, Mme BILLIET Agnès, Mme BONTEMPS Monique, Mme BOULEZ Sandrine, M. CAMUS Thierry, M. CHAPPERON Nicolas, M. CHEVRIAU Christophe, Mme EVE-VERAN Caroline, Mme HUMBERT Patricia, M. JEOFFROY Jean-Luc, Mme MARTIN Nelly, M. MARTIN Roger, M. SAUSSIER Alexandre, M. SERVY Alain, Mme TEBARI Fatima

Procuration(s) :

M. MAJASTRE Bertrand donne pouvoir à M. MARTIN Roger, M. MAZIER Patrice donne pouvoir à M. SERVY Alain, Mme PARADIS Marie-Alice donne pouvoir à M. SAUSSIER Alexandre, Mme SCHMITT Marie-Françoise donne pouvoir à Mme BILLIET Agnès

Étai(ent) absent(s) :

Étai(ent) excusé(s) :

M. MAJASTRE Bertrand, M. MAZIER Patrice, Mme PARADIS Marie-Alice, Mme SCHMITT Marie-Françoise

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : M. CHEVRIAU Christophe

Délibération n° DL2024-050

Objet : Dijon Métropole - Rapport annuel d'activités 2023 : Service public d'élimination des déchets

Rapporteur : Philippe BELLEVILLE, Maire

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le rapport annuel d'activités 2023 relatif au service public de collecte et traitement des déchets ménagers de DIJON METROPOLE.

Grands indicateurs : 262 311 habitants

23 communes

79 356 tonnes collectées d'ordures ménagères et assimilés, ce qui représente en moyenne 313,5 kgs / habitant (à titre indicatif, moyenne nationale ADEME en urbain : 352 kgs / habitant / an). Le ratio à Sennecey-lès-Dijon s'élève à 319.10 kgs / habitant en 2023.

677 tonnes collectées sur SENNECEY-LES-DIJON en 2023 contre 709 tonnes en 2022 soit une diminution constatée en 2023.

Temps forts de l'année 2023 :

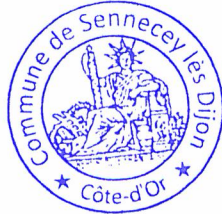

- agrandissement du centre de tri
- expérimentations du tri des déchets alimentaires (bio seaux et bornes)
- premier véhicule de collecte fonctionnant à l'hydrogène
- simplification des consignes de tri

Après avoir été informé, le Conseil municipal :

- prend acte du rapport d'activités de l'année 2023 fourni par le service public de collecte et de traitement des déchets ménagers de DIJON METROPOLE.

VOTE : Adoptée à l'unanimité

Le Secrétaire de séance,
M. CHEVRIAU Christophe



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à Sennecey-lès-Dijon
Le Maire,
Philippe BELLEVILLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture